

Le point sur...nos dernières acquisitions

SECURISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS FLEXI-SECURITE

Emploi : éloge de la stabilité; L'Etat social contre la flexicurité

RAMAUX Christophe ; Mille et une nuits, 05/2006, pp. 1-318

Résumé : Les notions de flexi-sécurité, de formation tout au long de la vie sont actuellement plébiscitées par la majorité des acteurs politiques et économiques français et européens. Leur mise en pratique permettrait a priori de résoudre le problème lancinant du chômage mais remettrait en cause les fondements de l'Etat social tel qu'il s'est développé jusqu'alors. Comment éviter la précarisation de l'emploi, la flexi-sécurité est-elle vraiment la panacée, le lien entre emploi et formation qu'elle induit est-il pertinent, l'Etat social n'a-t-il aucun rôle à jouer et comment le refonder ? Telles sont les quelques questions posées dans cet ouvrage. **Ouvrage - Réf : 10.01-4**

La sécurisation des parcours professionnels

ARNOULT-BRILL Edith ; Conseil Economique et Social, 06/06/2007, pp. 1-190

Résumé : Le Conseil économique et social s'est saisi de la problématique de la sécurisation des parcours professionnels en retenant une approche ambitieuse, centrée sur la personne, et prenant en compte la globalité des situations professionnelles, inscrites dans une trajectoire de vie.

Il propose des pistes pour bâtir un nouveau système visant à promouvoir des parcours professionnels maîtrisés et favorisant, pour les salariés, les entreprises et le service public, une nouvelle relation de confiance.

Rapport - Réf : 10.01-5

Colloque " La sécurisation des parcours professionnels "

Conseil d'orientation pour l'emploi ; Centre d'Analyse Stratégique, 13/02/2007, pp. 1-56

Résumé : La sécurisation des parcours professionnels est une des questions majeures qui se profile à un horizon très court. Les transformations socio-économiques massives qui sont apparues nécessitent un changement paradigmatique dans les politiques et les comportements des acteurs socio-économiques. Les évolutions des marchés du travail sont ainsi examinées à l'aune de celles des mobilités professionnelles. La question de l'évolution du droit du travail dans ce cadre est aussi posée. Enfin le suivi et l'accompagnement des demandeurs d'emploi dans l'optique de la sécurisation des parcours est un thème également abordé. **Actes, Compte-rendu - Réf : 10.01-6**

FORMATION PROFESSIONNELLE RELATION ETAT-REGION

Formation et emploi en région

SIMON ZARCA Georgie ; 04/2006, pp. 1-260

Résumé : La capacité d'expertise technique dans le champ de la formation et de l'emploi est devenue, avec la décentralisation, un enjeu important pour les acteurs régionaux. Les besoins et les attentes vont croissant et, avec eux, la pression exercée par les décideurs sur les services d'études et les structures d'observation. Devant une telle montée des besoins, quel est l'état des lieux des ressources techniques et des compétences disponibles ? Les outils sont-ils à renouveler ? Sur quels critères choisir un outil plutôt qu'un autre, pour répondre à quelle question, pour animer quel type de débat entre les institutions ?

En matière d'expertise, l'appropriation des résultats par les décideurs est une question centrale. Pourtant le décalage est parfois important, entre les décideurs/utilisateurs qui ont une culture de l'action, et les concepteurs/techniciens qui ont une culture de la méthode et de l'objectivation du réel. Aux questionnements faussement simples posés par les décideurs, les informations que génèrent les outils apportent-elles des réponses directement mobilisables ?

C'est autour de ces questions, de méthode et d'usage des outils en région, qu'un groupe de techniciens et d'experts* s'est constitué en séminaire de travail. Cet ouvrage coordonné par le Céreq rend compte de leurs travaux et réflexions. **Ouvrage - Réf : 10.0-40**

Le financement de la formation professionnelle : comprendre, maîtriser et optimiser votre budget formation

BERNIER Philippe ; Editions Dunod, 09/2007, pp. 1-284

Résumé : Les acteurs de la formation doivent s'adapter aux nouveaux dispositifs mis en œuvre dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle. Ces dispositifs réclament de nouvelles compétences en ce qui concerne le montage du financement de ces formations. Une approche en terme d'ingénierie de financement de formation doit désormais s'imposer. Pour ce faire les acteurs doivent d'abord connaître les dispositifs (DIF, contrat et passeport de professionnalisation, CIF, plan de formation de l'entreprise) pour pouvoir ensuite les financer au mieux. Des articulations peuvent se réaliser alors entre professionnalisation et plan de formation, entre DIF et plan de formation, entre bilan de compétences, VAE et plan de formation. La question de la fiscalité de la formation et de son contrôle est également posée. Le financement des formations dans le cadre de programmes spécifiques (Europe, région, Etat) et les relations avec les OPCA sont enfin abordés. **Ouvrage - Réf : 10.14-12**

Emploi, insertion et formation professionnelle : Missions, rôle et obligations des collectivités territoriales

COURBEBASSE Pierre ; Editions du Moniteur, 02/2007, pp. 1-263

Résumé : Cet ouvrage propose un bilan de toutes les évolutions et dresse un portrait exhaustif des dispositifs territoriaux d'emploi, d'insertion et de formation professionnelle. Enrichi de nombreux tableaux, schémas et éléments pratiques d'information, il présente les compétences des communes (ou intercommunalités), des départements et des régions, et analyse les trois missions dévolues aux élus locaux : pilotage, communication et évaluation pour un " management territorial " de l'emploi. L'ouvrage propose également des pistes pour l'avenir à travers des réflexions qui posent un certain nombre de questions et donnent lieu à discussion. **Ouvrage - Réf : 10.40-21**

Le travail public régional

CATLLA Michel ; Octares éditions, 04/2007, pp. 1-222

Résumé : Dans le contexte européen actuel, la France n'est pas réputée pour sa décentralisation qui demeure prudente et circonscrite. Pourtant, les régions françaises tendent à élargir leur champ de compétences, elles se positionnent vis-à-vis d'enjeux économiques et sociaux, elles entrent en compétition avec d'autres autorités publiques.

Loin de se confiner dans un rôle de simple relais entre un Etat prescripteur et des destinataires passifs, les régions s'efforcent de développer une réelle capacité politique qui recompose la manière de concevoir et de mener une action publique. Elles soutiennent l'émergence de logiques territorialisées de régulation, de pilotage et de mobilisation collective. Les régions s'avèrent alors être des sources normatives qui gagnent en puissance, mais qui demeurent encore peu connues.

Le dispositif régional analysé dans cet ouvrage - le Fonds régional d'innovation pour l'emploi - a été conçu fin 1998, dans un contexte marqué par la réduction de la durée du travail, et vise à soutenir les petites entreprises engagées dans une démarche innovante en matière d'emploi, de formation, d'organisation, etc. Dans une perspective diachronique, l'auteur constitue cette action publique en objet de recherche au travers duquel se lisent les relations entre un Conseil régional et l'Etat, entre cette région et ses partenaires publics et privés locaux. Les mécanismes par lesquels se créent des alliances politiques inédites sont alors décortiqués : le lecteur est invité dans les coulisses de la décision régionale pour y être le témoin des hésitations, des conflits, et trouver quelques clés interprétatives. Cet ouvrage rend intelligible la fabrique d'une vision légitime et d'une visée acceptable, ainsi que leur opérationnalisation au niveau d'une région. Le parti pris analytique est fort puisque l'action publique régionale est comprise comme un travail : le travail public régional.

Cette étude sociologique repose sur un recueil systématique de données empiriques et combine différentes approches (entretiens, observations, analyse statistique, recueil documentaire, etc.). Cette démarche permet à l'auteur de réaliser une analyse fine de l'énonciation des objectifs de l'action publique, de la conception des dispositifs qui la soutiennent, de ses traductions et de ses codages, des interactions qu'elle implique et des collectifs qu'elle forme.

Au final, cet ouvrage reconstitue les dynamiques de l'action publique régionale au prisme de ses activités et permet ainsi d'interroger l'institutionnalisation par les usages d'un niveau de régulation émergent. **Ouvrage - Réf : 10.40-22**

L'émergence des politiques de l'emploi (1945-1973)

FREYSSINET Jacques ; Centre d'études de l'emploi, 06/2006, pp. 1-36

Résumé : La période 1945-1973 voit l'émergence, en France, des politiques de l'emploi qui se substituent progressivement aux traditionnelles politiques de la main-d'œuvre. Dans un contexte où la responsabilité du plein emploi relève des politiques macroéconomiques, la politique de l'emploi doit, dans un premier temps, réduire les pénuries quantitatives et qualitatives de main-d'œuvre qui seraient un obstacle à la croissance et à la productivité. L'accélération des restructurations conduit, dans un deuxième temps, à donner la priorité à la gestion des reconversions et au développement du Service public de l'emploi (SPE). Cette évolution s'accompagne d'une part, d'une transformation des modes d'intervention de l'État, qui passent d'un registre normatif à un régime contractuel (Fonds national de l'emploi), d'autre part, de la reconnaissance du rôle croissant assuré par la négociation collective et par les institutions paritaires qu'elle engendre (Unedic, FPC...). (Résumé tiré de l'étude) **Rapport - Réf : 10.30-32**

Bilan du volet Mutations économiques de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale

DGEFP ; Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, 03/2007, pp. 1-31

Résumé : Le rapport présente les conditions de mise en oeuvre de l'article 72 de la loi de cohésion sociale sur l'obligation triennale de négocier sur la GPEC (Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences), de l'article 73 sur les accords de méthode, de l'article 74 sur la convention de reclassement personnalisé et son volet expérimental du contrat de transition professionnelle et de l'article 76 sur la mise en oeuvre de l'obligation de revitalisation des bassins d'emploi. **Rapport - Réf : 10.30-35**

Les modes de coordination des acteurs locaux autour des dispositifs du Pare et du Pap

EXERTIER Albane ; GRAMAIN Agnès ; LEGAL Anne ; Centre d'études de l'emploi, 07/2006, pp. 1-30

Résumé : Au printemps 2005, les modes de coordination, à l'échelle locale, entre les différents protagonistes de l'aide au retour à l'emploi semblaient bousculés par deux mouvements majeurs : l'élan de décentralisation initié en 2004 et l'instauration d'un financement des prestations de service en direction des demandeurs d'emploi (formation, accompagnement, bilan...) par l'Unedic. Dans ce contexte, les services déconcentrés de l'État et les collectivités territoriales peinaient à trouver de nouvelles marques pour construire une commande politique cohérente. Le changement de commanditaires obligeait les opérateurs historiques, partie ou partenaires privilégiés de l'État, tels que l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ou l'Afpa (Association pour la formation professionnelle des adultes) à se repositionner en tant que prestataires. Enfin, l'organisation même du dispositif d'accompagnement des demandeurs d'emploi semblait traversée de malentendus. (Résumé tiré de l'étude) **Rapport - Réf : 10.31-26**

Evaluation à mi-parcours du contrat de transition professionnelle

REMY Pierre-Louis ; SALZBERG Liliane ; Inspection Générale des Affaires Sociales, 10/2007, pp. 1-52 (hors annexes)

Résumé : L'ordonnance du 13 avril 2006 a organisé, sur sept sites, l'expérimentation du contrat de transition professionnelle, dispositif d'aide aux transitions professionnelles pour les licenciés économiques d'entreprises de moins de mille salariés. Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement a demandé, par lettre de mission du 19 février 2007, que l'IGAS en établisse un bilan à mi-parcours et prépare, en lien avec la DGEFP et la DARES le cadre de l'évaluation finale. **Rapport - Réf : 10.31-27**

EMPLOI EN FRANCE

La France prépare mal l'avenir de sa jeunesse

Académie des Sciences Morales et Politiques ; Editions du Seuil, 01/2007, pp. 1-118

Résumé : A la veille d'échéances cruciales pour la France, des voix s'élèvent en provenance de l'Académie des sciences morales et politiques pour saisir l'opinion publique d'un problème majeur et mal connu : La France prépare mal l'avenir de sa jeunesse. Autant que celle de ses gouvernants successifs, c'est la responsabilité de la collectivité nationale qui est engagée. Qu'il s'agisse de l'emploi, de la formation, de la solidarité entre les générations, de la dette publique, les politiques nationales, malgré les bonnes intentions, se sont révélées peu efficaces et injustes envers tout ou partie de la jeunesse. **Ouvrage - Réf : 10.0-35**

Travail et emploi en France : états des lieux et perspectives

FREYSSINET Jacques ; DAYAN Jean-Louis ; JOBERT Annette ; VOLOVITCH Pierre ; La documentation Française, 10/2006, pp. 1-139

Résumé : Depuis trois décennies, le monde du travail a connu de profondes transformations. S'agit-il de mouvements imposés par les changements techniques et la globalisation ? Ou peut-on y voir se dessiner des

choix de société contrastés ? L'organisation du travail est caractérisée par l'accroissement simultané de l'autonomie et du contrôle selon des formes variées. Le chômage massif accélère la différenciation des formes d'emploi et aiguise les controverses sur l'orientation des politiques. Les disparités de salaire augmentent, tandis que l'on cherche simultanément à réduire le coût du travail et la montée de la " pauvreté laborieuse ". L'emploi et le temps de travail deviennent des enjeux majeurs des relations professionnelles et soulèvent de vifs débats sur la place respective de la loi et de la négociation collective. Centrée sur l'expérience de la France, l'analyse montre comment celle-ci dépend du contexte international. Cet ouvrage propos une vision globale de l'évolution u contenu du travail et du statut des salariés. **Ouvrage - Réf : 10.0-36**

Désir d'emploi. Pour tous ceux que le monde du travail ignore

DELARBRE Thierry ; PANSARD Jacques ; Vuibert, 05/2006, pp. 1-167

Résumé : Un ouvrage d'humeur et de réflexion qui offre des perspectives au débat socio-économique actuel.

Après un état des lieux décapant de notre environnement et l'analyse des lois qui le régissent désormais, les auteurs proposent leur vision du monde du travail de demain. En acceptant de penser autrement, de nouvelles voies apparaissent. Ainsi, l'incertitude, génératrice de situations de crises, devient source de réelles opportunités qu'il faut être prêt à saisir. Et plutôt que de se priver des jeunes et d'écarter les seniors, il est possible d'engager une nouvelle dynamique impliquant les différentes générations à leur meilleur niveau de contribution. Un ouvrage qui permet d'y voir clair et de désirer le changement. Un nouvel élan est possible. (Résumé des auteurs)

Ouvrage - Réf : 10.0-37

Fondements normatifs des politiques d'activation : un éclairage à partir des théories de la justice

DANG Ai-Thu ; ZAJDELA Hélène ; Centre d'études de l'emploi, 04/2007, pp. 1-32

Résumé : L'objectif de ce texte est de questionner les fondements normatifs des politiques d'activation, dans leur version " Making Work Pay ", afin de souligner les " préférences révélées " des décideurs politiques. Pour cela, nous montrons comment les théories de la justice de Rawls, Dworkin et de Sen, qui s'articulent autour des notions comme la responsabilité, la solidarité, l'égalité, la liberté, ainsi que la théorie de la reconnaissance de N. Fraser, peuvent être utilisées pour éclairer d'une autre façon l'évaluation des politiques sociales et, en particulier, les politiques d'activation. Trois résultats sont mis en évidence. Tout d'abord, la base d'information et de jugement, qui sous-tend les politiques d'activation, repose sur une conception de l'individu et de la responsabilité que l'on peut relier aux analyses de Rawls et de Dworkin. Ensuite, en mobilisant les travaux de N. Fraser, nous montrons que les politiques de Making Work Pay participent au déni de reconnaissance, dans la mesure où elles véhiculent des normes institutionnelles ou culturelles susceptibles d'induire des images et des statuts dépréciatifs pour certains groupes. Enfin, nous soulignons comment une autre base d'information et de jugement, privilégiant les possibilités de choix des individus dans l'optique de Sen, donnerait des résultats différents. (Résumé tiré de l'étude) **Rapport - Réf : 10.0-38**

SOCIOLOGIE

L'épreuve des inégalités

LAGRANGE Hugues ; CHAUVEL Louis ; CHENU Alain ; HERPIN Nicolas ; VALLET Louis-André ; DECHAUX Jean-Hugues ; PETRECEILLE Edmond ; OBERTI Marco ; VAN ZANTEN Agnès ; Presses Universitaires de France (Les), 12/2006, pp. 1-376

Résumé : Dans les pays développés, l'expérience des dernières décades montre à l'évidence un tournant qui se caractérise par une reprise de l'accroissement des inégalités. Les éléments qui appuient ce constat renvoient, tout d'abord, à un déficit d'égalité des chances et à une crise de l'espérance méritocratique ; ensuite, à un renforcement de la ségrégation résidentielle aux deux extrémités du spectre social (développement d'un entre-soi des nantis et d'une relégation des pauvres) ; enfin, à l'affaiblissement des protections sociales et de l'action redistributrice de l'Etat-providence, auquel ne suppléent pas les solidarités familiales. Dans un contexte marqué à la fois par une ethnicisation des inégalités (dont témoignent amplement les discriminations), par le creusement des écarts intergénérationnels et l'âpreté des luttes autour des enjeux scolaires, apparaissent donc des menaces nouvelles sur la cohésion organique des sociétés modernes, lesquelles ne peuvent plus se penser à partir de catégories strictement nationales. Présentant ici les analyses issues de leurs travaux les plus récents, les chercheurs de l'Observatoire sociologique du changement brossent un large tableau de l'évolution de la société française et la compare à celles que connaissent les autres pays développés. **Ouvrage - Réf : 1.2-34**

Professionnels de la formation, de l'insertion professionnelle, de l'emploi et de l'orientation de la région PACA, vous pouvez emprunter ces ouvrages auprès du Centre de Documentation, ressources multimédia.

Pour plus d'informations sur les modalités d'emprunts, sur place ou à distance, contactez-nous !

Courriel : documentation@espace-competences.org, Tél. 04.42.82.43.34/30

<http://www.espace-competences.org/documentation/>
